



25 ANS
D'ACTION
CITOYENNE

Attac
Québec

LES CHAMPIONS DU LOBBYISME

2026

Les finalistes

SAP

Amazon

Bayer

Brookfield

Live Nation



De nombreuses multinationales essaient d'influencer le public et les gouvernements pour que des décisions soient prises en leur faveur. Elles utilisent pour y arriver un lobbyisme intensif. Bien que celui-ci soit légitime, il est parfois disproportionné et favorise d'abord et avant tout le profit plutôt que l'intérêt public et le bien commun.

Nous avons retenu cinq entreprises qui se distinguent par leur capacité d'influence qui s'exerce trop souvent aux dépens d'un véritable équilibre démocratique.

À vous de juger !

L'une d'entre elles remportera le prix du lobby de l'année.

SAP

SAP est une entreprise allemande fondée en 1972, née de cinq ex-employés de l'entreprise IBM. L'acronyme SAP provient de *Systemanalyse Programmentwicklung*, qui se traduit en français par « analyse des systèmes et développement de programmes ». Elle est aujourd'hui établie dans plus de 100 pays à travers le monde et offre un large éventail de produits technologiques et services aux entreprises, allant de l'intégration de plusieurs départements en ligne dans un même logiciel au stockage de données en par serveurs physiques ou infonuagiques. SAP possède près de 300 filiales à travers le monde, et son chiffre d'affaires frôle les 33 milliards \$US.

SAP a une réputation peu flatteuse. Elle est embourbée dans des scandales un peu partout à travers le monde. En 2017, elle est accusée d'avoir versé des pots-de-vin afin de passer des contrats avec le gouvernement sud-africain et de falsification de ses livres comptables et registres. Après une enquête par la Commission des opérations de bourse (communément appelée « SEC » en anglais) et le Département de la Justice des États-Unis, SAP est reconnue coupable de corruption en 2024 et doit verser 220 millions \$US pour corruption en Afrique du Sud, et conclure une entente avec la Commission qui lui a permis de mettre fin à des poursuites intentées au civil pour corruption en Azerbaïdjan, au Ghana, au Kenya, au Malawi, en Tanzanie ainsi qu'en Indonésie.

AU CANADA

- **SAP** a des bureaux à Toronto, Waterloo, Vancouver et Calgary, où elle est responsable de la gestion de certains actifs industriels dans le domaine de l'énergie. À travers le pays, elle offre ses services à un nombre difficilement calculable de municipalités. Plus de 18 ministères utilisent également ses solutions, incluant le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, Défense nationale Canada et la Gendarmerie royale du Canada.

AU QUÉBEC

- **SAP** concentre ses activités à Montréal, notamment dans ses bureaux de la Place Ville-Marie, d'où l'entreprise pilote ses activités de vente, de services et de soutien technologique. Elle offre ses solutions à des acteurs publics dits « névralgiques », dont Hydro-Québec, Héma Québec, Revenu Québec, la Société de transport de Montréal, mais aussi la SAAQ et la quasi-totalité du réseau de santé au Québec (les CISSS). **SAP est liée à plusieurs projets gouvernementaux d'envergure, dont celui de SAAQclic** mené par la Société de l'assurance automobile du Québec, devenu emblématique des dérives en matière de contrats technologiques : dépassements de coûts majeurs, problèmes techniques persistants et gestion opaque, dans lesquels l'écosystème SAP et ses partenaires ont été directement impliqués. Depuis son premier mandat entré dans le registre des lobbyistes fédéral, en 1996, SAP cumule plus de 100 mandats de lobbyisme, la grosse majorité étant des lobbyistes-conseils.

SAP exerce une influence sur l'opinion publique principalement à travers un écosystème de partenariats stratégiques, d'événements corporatifs et de mise en récit de son rôle dans la transformation numérique. L'entreprise multiplie les collaborations avec des acteurs majeurs comme Bell Canada ou la firme d'IA Cohere, en les présentant — notamment sur LinkedIn — comme des initiatives contribuant à la « souveraineté numérique » et au leadership canadien en intelligence artificielle, un cadrage qui vise directement les décideurs publics et économiques. Parallèlement, SAP organise et sponsorise de nombreux événements au Canada (comme ses sommets et « Innovation Days » à Montréal, Ottawa ou Vancouver), qui rassemblent entreprises, gouvernements et experts et servent de vitrines pour diffuser ses solutions et ses narratifs technologiques. L'entreprise investit aussi dans son image publique en se positionnant comme acteur responsable — par exemple via des classements de « citoyenneté corporative » et des initiatives ESG — ce qui contribue à légitimer son rôle dans les politiques économiques et numériques.

AMAZON

Amazon.com, Inc. est une entreprise multinationale états-unienne fondée en 1994, qui vend des biens de consommation et offre des services logistiques permettant à des entreprises d'utiliser ses entrepôts et sa distribution, des services publicitaires, des abonnements et contenus numériques et des services technologiques avancés — notamment l'infonuagique, l'analyse de données et l'intelligence artificielle. Elle compte plus de 1,5 million d'employés répartis dans ses centaines de filiales à l'échelle mondiale. Son chiffre d'affaires annuel a atteint les 574 milliards \$ US en 2024.

Amazon est reconnue pour ses conditions de travail difficiles dans ses entrepôts (taux de blessures élevés, cadence imposée, surveillance), ses stratégies antisyndicales, son utilisation intrusive de technologies de surveillance (comme la reconnaissance faciale), ainsi que pour ses impacts environnementaux liés notamment à ses centres de données et à l'usage de générateurs polluants.

AU CANADA

- **Amazon** emploie environ 46 000 personnes. En concentrant ses pôles technologiques à Toronto et Vancouver et en déployant un vaste réseau d'entrepôts et de centres de distribution à travers le pays, l'entreprise consolide un pouvoir logistique et numérique difficile à concurrencer. Avec près de 20 milliards \$CAD en chiffre d'affaires en 2024 et une expansion rapide de ses infrastructures, passées d'une trentaine à près de 70 sites en quelques

années, Amazon est devenue Goliath. En parallèle, l'entreprise étend aussi son influence dans le champ culturel, via ses plateformes Prime Video et Audible.

Les données du registre fédéral révèlent une activité de lobbying particulièrement intensive de la part d'Amazon au Canada, mobilisant 92 lobbyistes pour 92 mandats de lobbying depuis le début des années 2000. Cette représentation soutenue auprès des institutions publiques s'appuie largement sur des profils issus de la fonction publique : 66 % des lobbyistes présentent des trajectoires de portes tournantes.

AU QUÉBEC

- **Amazon** est particulièrement connue au Québec pour la fermeture soudaine, au début de l'année 2025, de ses sept centres de tri et entrepôts, entraînant la perte de plus de 2 000 emplois. La décision de l'entreprise était unilatérale, ce qui a suscité d'importantes critiques publiques et soulevé des questions sur ses pratiques de gestion et ses relations de travail. Depuis la fermeture de ses entrepôts en 2025, **Amazon n'a pas réellement quitté le Québec : elle a plutôt déplacé son centre de gravité.** En abandonnant ses opérations logistiques directes — et les emplois qui les accompagnaient — au profit de la sous-traitance, l'entreprise réduit sa visibilité sociale tout en maintenant ses activités commerciales.

La croissance d'Amazon s'accompagne d'une concentration accrue du pouvoir économique, logistique et informationnel, qui soulève des enjeux cruciaux : dépendance des PME à ses plateformes, les pressions qu'elle exerce sur ses conditions de travail et la transformation des territoires au profit d'une plateforme globale dont les règles échappent en grande partie au contrôle public. Elle consolide sa présence à travers Amazon Web Services, dont les centres de données et les contrats avec des institutions publiques ancrent son pouvoir dans l'infrastructure numérique.

Au Québec, Amazon profite de l'électricité peu coûteuse pour les entreprises distribuées par Hydro-Québec ; l'entreprise a pu implanter le premier centre de données du Canada, à Varennes. Le raccordement de ce centre, situé à 250 mètres du Centre de recherche d'Hydro-Québec (IREQ), a été payé par Hydro-Québec — un transfert de coûts publics vers une multinationale difficile à justifier. Ces installations, présentées comme des symboles d'innovation, contribuent à masquer leur empreinte énergétique réelle. En parallèle, **grâce à Amazon Web Services, Amazon s'insère au cœur même de l'appareil étatique en hébergeant des données et des services de plusieurs ministères.** Cette position est particulièrement préoccupante : contester sa présence revient, en pratique, à remettre en cause des infrastructures dont l'État lui-même est devenu dépendant.

Dès 2016, à la suite de l'adoption d'un règlement encadrant l'infonuagique, Amazon a entrepris des démarches de lobbying pour en modifier les conditions, puisqu'elle ne pouvait initialement pas accéder aux appels d'offres publics. L'entreprise a une entente-cadre permettant aux ministères de contracter directement avec elle, sans processus concurrentiel formel. Cette percée a ouvert la voie à une multiplication de contrats publics dans des domaines clés : infrastructures aéroportuaires, éducation, finance, culture, et même des contrats avec Hydro-Québec, qui utilise son infonuagique et a contribué à l'implantation de ses centres de données.

Au fédéral, Amazon a mené des offensives similaires dès 2016, organisant des événements ciblant les décideurs publics et obtenant des contrats majeurs, comme la migration des archives nationales canadiennes vers sa plateforme. Aujourd'hui, AWS étend activement son influence vers le secteur de la santé, multipliant les commandites et les initiatives pour s'imposer comme fournisseur incontournable. **Ce déploiement transversal révèle une stratégie claire : s'insérer au cœur des infrastructures publiques, non seulement comme prestataire de services, mais comme acteur structurant dont dépend progressivement le fonctionnement même de l'État.**

BAYER

Bayer est une entreprise allemande fondée en 1863, aujourd'hui parmi les leaders mondiaux de la pharmacie et de l'agrochimie. Le groupe réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ 49 milliards \$US en 2025 et s'appuie sur un réseau de plus de 385 filiales et coentreprises réparties dans le monde.

Le rachat de Monsanto en 2018 a été largement dénoncé, car il a renforcé la concentration du marché des semences et des pesticides, alimentant des inquiétudes sur une situation de quasi-monopole et un contrôle accru sur la chaîne alimentaire mondiale, tout en exposant Bayer à une avalanche de poursuites liées au Roundup (glyphosate), accusé d'être cancérigène. L'entreprise a en outre été impliquée dans des pratiques assimilées à de la corruption, notamment des versements d'avantages à des professionnels de santé pour influencer l'usage de certains médicaments, ainsi que dans divers cas de fraude et de comportements anticoncurrentiels ; elle a également hérité du passif de Monsanto, incluant des violations de lois anticorruption. L'ensemble de ces affaires illustre une stratégie industrielle régulièrement critiquée de privilégier la croissance et la domination de marché au détriment des considérations sanitaires, environnementales et éthiques.

AU CANADA

- **Bayer** a commencé à enregistrer ses démarches de lobbying dès la création du registre fédéral, en 1996. Depuis, elle cumule 163 mandats de lobbying, partagés entre du lobbying d'entreprise (ses propres lobbyistes) et des lobbyistes-conseils. Son domaine d'intervention principal est les sciences de la santé, suivi de très près par la propriété intellectuelle. Elle entretient des relations régulières avec les autorités fédérales canadiennes, notamment Santé Canada, principalement par le biais d'activités de lobbying officiellement enregistrées portant sur la réglementation des médicaments et des pesticides.

AU QUÉBEC

- **Bayer** n'y possède pas de grandes installations de production, ses activités consistant surtout à commercialiser et distribuer ses produits. La firme intervient dans les processus d'évaluation de ses médicaments en soumettant des données et en mandatant des lobbyistes-conseils pour influencer les conditions d'accès et de remboursement dans le système public.

Bayer a recours à un arsenal coordonné de stratégies d'influence pour façonner sa réputation. Les *Monsanto Papers* ont révélé que des employés de Monsanto auraient rédigé en coulisses ou piloté la rédaction de textes scientifiques sur le glyphosate ensuite présentés comme indépendants. Elle a conçu des campagnes visant à défendre les produits de l'entreprise tout en discréditant des chercheurs, journalistes et institutions critiques. **Des enquêtes démontrent que Bayer utilise des stratégies de désinformation fondée sur la fabrication du doute, la promotion de contenus favorables et la contestation systématique de ses critiques.** Enfin, l'entreprise a également utilisé les tribunaux, règlements financiers et stratégies juridiques comme outils de gestion de crise.



BROOKFIELD

Brookfield Corporation, dont les origines remontent à 1899, est active dans l'immobilier, les infrastructures, l'énergie et le capital-investissement. Sa structure repose sur un réseau complexe de nombreuses filiales réparties en partout en Amérique, en Europe et en Asie, dont l'ampleur exacte reste difficile à cerner tant Brookfield est opaque. Le groupe a généré environ 75 milliards \$US en chiffre d'affaires annuel en 2025 et contrôle aujourd'hui plus de 1 trillion \$US d'actifs.

Brookfield est reconnue pour ses stratagèmes fiscaux très créatifs qui passent par des paradis fiscaux, mais également pour son manque de transparence, ses stratégies immobilières accusées d'alimenter la crise du logement et les impacts environnementaux de ses activités au Brésil. Sa filiale y a été associée à des plantations industrielles favorisant la déforestation et la perte de biodiversité, mais aussi à des infrastructures hydroélectriques qui perturbent les écosystèmes ainsi qu'à des dynamiques d'accaparement des terres qui génèrent des tensions avec les communautés locales.

AU CANADA

- **Brookfield** a un modèle d'affaires qui repose sur l'acquisition (ou le développement) et la gestion d'actifs de grande échelle : dans l'immobilier, elle possède et exploite de vastes complexes de bureaux dans plusieurs grands centres-villes; dans les infrastructures, elle investit dans des réseaux et services essentiels (transport, logistique, données); et dans l'énergie, elle est un acteur majeur via ses filiales renouvelables, qui exploitent des centrales hydroélectriques et des parcs éoliens et solaires un peu partout à travers le pays. Le capital-investissement est la pierre angulaire de ses activités : elle prend des actions dans des entreprises, ce qui fait de Brookfield un gestionnaire colossal de l'épargne collective.
- Un an après l'entrée en vigueur du registre, soit en 1997, Brookfield commence à enregistrer ses démarches de lobbying dans le registre fédéral. Depuis, elle amasse 56 mandats de lobbying, partagés entre ses propres lobbyistes d'entreprise et des contrats de représentation donnés à des lobbyistes-conseils. Le domaine pour lequel elle effectue le plus de représentation, c'est l'énergie, suivi de près par les questions de fiscalité.

AU QUÉBEC

- **Brookfield** Corporation est bien implantée à travers des partenariats financiers et des actifs ciblés, notamment en lien avec la Caisse de dépôt et placement du Québec, ce qui fait de Brookfield un canal indirect pour placer une partie de l'épargne des Québécois dans des projets mondiaux. Sur le plan énergétique, l'entreprise entretient des liens avec Hydro-Québec, notamment à travers des ententes de long terme pour l'exploitation et la vente d'électricité issue de centrales hydroélectriques. En immobilier, sa présence est plus ciblée, avec des acquisitions industrielles stratégiques dans la région de Montréal, ainsi qu'une installation industrielle acquise auprès du développeur Montoni — illustrant une stratégie axée sur des actifs liés au transport et à la chaîne d'approvisionnement.

Le passage de Mark Carney de dirigeant chez Brookfield Corporation à premier ministre du Canada en mars 2025 illustre de façon frappante la porosité entre pouvoir politique et intérêts financiers. Brookfield n'est pas une entreprise anodine : elle contrôle des actifs clés dans l'énergie, l'immobilier et les infrastructures, souvent financés par l'épargne des citoyens via les fonds de pension, tout en profitant directement de décisions gouvernementales dans ces mêmes secteurs. Dans ce contexte, il devient difficile de croire à une séparation nette entre intérêt public et logique de rendement. Même sans gestes illégaux, le problème est structurel : les priorités d'un acteur financier global risquent de s'imposer dans les politiques publiques. La « transition énergétique » en est un bon exemple, de plus en plus façonnée comme un marché rentable pour de grands investisseurs plutôt que comme un projet collectif. **Au fond, le problème n'est pas relié au parcours d'un seul individu, mais à un système où les élites économiques et politiques se confondent, au risque de vider la démocratie de sa capacité réelle à décider.**



LIVE NATION

Live Nation Entertainment, fondée en 2005 et propulsée au sommet après sa fusion controversée avec Ticketmaster en 2010, incarne aujourd'hui une concentration de pouvoir rarement vue dans l'industrie culturelle. Avec plus de 20 milliards \$US de chiffre d'affaires annuel, le groupe s'appuie sur un enchevêtrement de centaines de filiales déployées principalement en Amérique du Nord, en Europe et en Asie pour verrouiller l'ensemble de la chaîne du spectacle — de la production à la billetterie — laissant peu d'espace aux acteurs indépendants.

Live Nation Entertainment, par son contrôle intégré de la chaîne du spectacle (promotion, salles, festivals et billetterie via Ticketmaster), façonne l'offre culturelle. **En déterminant quels artistes et quels événements sont mis de l'avant et à quels prix, elle oriente les préférences du public et normalise certaines pratiques (comme la hausse des prix ou la revente dynamique).** L'entreprise bénéficie aussi d'une visibilité médiatique favorable, en partie liée à son rôle dans l'organisation d'événements majeurs.

AU CANADA

- **Live Nation Entertainment** possède des bureaux clés à Toronto, Vancouver et Ottawa. Elle développe des partenariats commerciaux structurants et une stratégie d'expansion par des alliances locales qui étendent son influence. Le résultat s'apparente à un quasi-monopole.

AU QUÉBEC

- L'activité de **Live Nation Entertainment** repose moins sur une présence directe visible que sur une stratégie d'influence profondément intégrée, principalement via sa participation de 49% dans le groupe Evenko. Cette alliance lui donne un accès structurant à l'ensemble du marché montréalais: Evenko produit plus de 1500 événements par an et gère des lieux clés comme le Centre Bell, la Place Bell ou le MTELUS, en plus de piloter des festivals majeurs comme Osheaga, îLESONIQ ou le Festival de jazz. Cette domination se traduit par une concentration extrême de l'offre: une part écrasante des spectacles dans les grandes salles contrôlées par Evenko met en vedette des artistes internationaux anglophones, au détriment de la scène locale, tandis que des festivals subventionnés publiquement alimentent indirectement ce système.

Live Nation a commencé ses démarches de lobbying en 2020, durant la pandémie. Depuis, on répertorie 16 mandats, exclusivement par des lobbyistes-conseils qui représentent l'entreprise auprès des titulaires de charges publiques.



Attac Québec
Action citoyenne pour la justice
fiscale, sociale et écologique
25 ANS D'ACTION CITOYENNE

Mobilisons-nous! Suivez la campagne sur lelobbyisme d'Attac Québec et contactez-nous à quebec@attac.org si vous voulez vous impliquer!



COMMANDITAIRES ET PARTENAIRES



Critères de sélection



Attac Québec utilise quatre critères pour déterminer qui, parmi la pléthore d'entreprises présentes au Canada, se méritera le prix du lobby de l'année. Ces critères aident à cadrer l'analyse et à dresser un portrait exhaustif des activités de l'entreprise au Canada et au Québec.

1. PRÉSENCE ET ACTIONS SUR LE TERRITOIRE

Ce critère évalue l'ampleur et la nature des activités de l'entreprise au Québec et au Canada. Il prend en compte ses investissements et son ancrage territorial ainsi que les conséquences sociales et environnementales de ses opérations.

2. INFLUENCE SUR LES CHARGES PUBLIQUES

Ce critère mesure l'intensité et la structure des activités de lobbyisme de l'entreprise, tant au provincial qu'au fédéral, en utilisant les données des registres de lobbyisme du Québec et du Canada. L'analyse inclut également les phénomènes de portes tournantes, qui permet d'évaluer l'accès et l'influence directe des lobbyistes sur les décideurs publics.

3. INFLUENCE SUR L'OPINION PUBLIQUE ET DANS LES PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES

Ce critère porte sur comment l'entreprise façonne les débats publics et les connaissances. On analyse ses stratégies de communication, notamment ses investissements en publicité, les campagnes d'influence qu'elle mène, ses pressions pour influencer la recherche scientifique.

4. UTILISATION DES INSTITUTIONS PUBLIQUES

Ce critère évalue le recours de l'entreprise aux ressources publiques québécoises et canadiennes. On analyse les demandes et l'obtention de subventions, prêts ou autres formes de soutien financier.



Attac Québec

Action citoyenne pour la justice
fiscale, sociale et écologique

25 ANS D'ACTION CITOYENNE